

# Reconstruire l'économie sur le coopérativisme

PAR JACQUES B. GÉLINAS

**O**n allègue souvent, pour justifier le fonctionnement asocial du système économique actuel, que l'agressivité, la domination et l'accaparement égoïste sont des comportements inhérents à la nature humaine. Cela n'est vrai qu'à moitié. Si on étudie de près l'histoire des civilisations, on constate que depuis l'apparition, il y a quelque 5 000 ans, des villes-États organisées en métiers et en classes, deux tendances ont marqué concurremment l'organisation de l'activité économique dans les sociétés : 1) le courant primaire où prévalent l'instinct de domination, l'exploitation du travail des plus faibles et le pillage des biens produits par d'autres collectivités ; 2) le courant civilisateur où tend à s'affirmer un esprit de coopération et d'équité qui émane des aspirations humaines les plus profondes de liberté, d'égalité et de solidarité.

L'esclavage, le servage et la colonisation sont des systèmes économiques qui perpétuent le premier courant, celui de la domination, de l'exploitation et de la violence. De même

l'ordre économique actuel, fondé sur l'individualisme, l'acaparement, la compétition, l'agressivité et, en dernière analyse, sur la guerre économique, s'inscrit dans le droit fil de ce courant primaire.

L'autre façon de pratiquer l'économie, fondée sur la coopération, survient dans l'histoire comme une conquête de la conscience humaine. Cette avancée proprement humaine se traduit par l'élargissement progressif de l'espace des droits individuels et collectifs. Là résident le vrai progrès et le seul projet de civilisation susceptible de donner un sens à l'aventure humaine. Le système coopératif qui, à contre-courant, s'est taillé une place dans les interstices du capitalisme, fait partie de ce projet civilisateur.

La présente contribution veut rafraîchir notre mémoire sociale : rappeler comment le coopérativisme a été conçu comme une alternative au système d'appropriation capitaliste, qui ne laissait – et ne laisse encore – aux salariés qu'une portion congrue des fruits de leur travail. Aujourd'hui, l'économie coopérative continue d'être pensée en ce sens, du moins par un noyau de coopérateurs fidèles à ses valeurs fondatrices. Il s'agit d'un véritable système économique, déjà expérimenté et bien rodé, qui pourrait constituer le pilier sur lequel bâtir une économie nouvelle. Une économie solidaire qui va dans le sens de l'histoire.

### **Le capitalisme, un système fondé sur de faux postulats**

Pourquoi, diront certains, faudrait-il songer à remplacer le capitalisme alors que ce système se révèle plus efficace que jamais ? La réponse se trouve tout entière dans le dernier ouvrage, *Le Plan B*, de Lester R. Brown, ce défenseur de la planète sans doute le mieux documenté au monde. Dès la première phrase,

l'auteur lance un grave avertissement qui résume tout le propos de son livre : « Notre économie globalisée dépasse la capacité de la planète à la soutenir, poussant notre civilisation de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle vers le déclin et peut-être vers l'effondrement<sup>1</sup>. »

Le fait que cette « économie globalisée » se révèle si destructrice, malgré les mises en garde qui fusent de toutes parts depuis quatre décennies, ne peut être le résultat ni d'un dérapage fortuit, ni d'un égarement passager. Le problème ne peut résulter que d'un dysfonctionnement structurel et systémique. L'ordre capitaliste montre ses limites non seulement parce qu'il détruit notre habitat terrestre, mais parce qu'il ne réussit pas à répartir équitablement, entre tous les humains, les biens et services qu'il produit en abondance. Les émeutes de la faim qui se multiplient dans le monde devraient suffire à nous en convaincre.

Dans son livre, Lester Brown fait sienne la réflexion d'un dirigeant d'ExxonMobil : « Le socialisme s'est effondré parce qu'il n'autorisait pas le marché à dire la vérité économique; le capitalisme pourrait bien s'effondrer parce qu'il ne permet pas au marché de dire la vérité écologique ». À cette réflexion, il faut ajouter que le marché capitaliste ne peut pas non plus dire la vérité sociale, ni même la vérité économique. Pourquoi? Parce que tout l'édifice capitaliste est fondé sur quelques postulats très simples, voire simplistes, dépourvus de toute base scientifique : 1) La poursuite de l'intérêt personnel – le *self-interest* – constitue le moteur de l'activité économique; 2) Le marché libre est le meilleur répartiteur des ressources et des revenus; 3) Le droit à la propriété

---

1. Lester R. Brown, *Le Plan B. Pour un pacte écologique mondial*, Paris, Calmann-Lévy, 2007, p. 15.

privée, illimitée, est un droit « sacré et inviolable » ; 4) La croissance annuelle du PIB peut et doit se poursuivre indéfiniment.

Ce credo sur quoi repose le capitalisme fait du système une machine d'une efficacité redoutable, mais insensible par nature aux réalités sociales et environnementales.

### **Émergence du coopérativisme en opposition aux valeurs capitalistes**

Au XIX<sup>e</sup> siècle, sévit en Europe un capitalisme sauvage qui soumet une classe ouvrière démunie et désunie à une exploitation outrancière. En opposition à cette injustice publique apparaissent alors les grands réformateurs sociaux que sont Owen, Marx, Proudhon, Fourier, Blanc, Le Play et d'autres. Les débats de société qu'ils suscitent inspireront des prolétaires qui uniront leurs forces pour résister à la dépossession dont ils sont l'objet. Le germe de l'associationnisme est semé qui prendra diverses formes, dont l'organisation coopérative.

En 1834 naît en France l'Association chrétienne des ouvriers bijoutiers en doré. Quelques années plus tard apparaît la Compagnie des travailleurs unis de la verrerie. C'est à Rochdale, en Angleterre, qu'est fondée en 1844, par des salariés du textile, la mère des coopératives modernes : la Société des Pionniers équitables de Rochdale. Ses fondateurs se sont en effet révélés de véritables pionniers en ce qu'ils ont été les premiers à formuler et articuler de façon cohérente les principes qui serviront de fondements au mouvement coopératif partout dans le monde : libre initiative individuelle et collective, contrôle démocratique, juste répartition des excédents, éducation permanente des membres, neutralité politique et religieuse, engagement dans la communauté. Et même, grande nouveauté pour l'époque, l'égalité des sexes.

Dans le même temps, Friedrich W. Raiffeisen lance en Allemagne les coopératives d'épargne et de crédit. En Italie, naissent les premières coopératives d'habitation.

Tous ces pionniers poursuivent un but pratique : améliorer leurs conditions de vie en se réappropriant les fruits d'un travail commun. Mais les débats de société qui ont cours les incitent à situer leur action dans un contexte plus large. Ils veulent une société juste et solidaire, fondée sur des valeurs de liberté et d'égalité plutôt que sur la compétition et l'enrichissement d'un petit nombre de privilégiés.

En 1895, les coopérateurs d'Europe s'unissent pour fonder l'Alliance coopérative internationale (ACI). Les principes du coopérativisme définis et mis à jour par l'Alliance balisent aujourd'hui le chemin des vrais coopérateurs. En 2008, l'ACI regroupe 225 fédérations et représente quelque 800 millions de personnes dans le monde.

### **Alphonse Desjardins et la maîtrise démocratique du capital**

Au Québec, c'est l'impuissance des classes populaires face aux pratiques usurières des institutions financières qui allume l'indignation agissante d'Alphonse Desjardins. Ni économiste, ni homme d'affaires, mais journaliste enraciné dans son milieu, il observe que non seulement les gens se voient forcés de recourir à des usuriers, mais que le maigre capital que certains confient aux banques prend le chemin des grands centres et même de l'extérieur, au lieu de servir au développement de leur communauté.

Dans sa quête d'une solution à ce scandale économique et social, le journaliste devenu sténographe parlementaire entre en contact avec les dirigeants du mouvement coopératif européen. Ses recherches lui font prendre conscience

des enjeux économiques et sociaux de son temps. Nous sommes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'ère des bâtisseurs d'empires économiques et des premières multinationales. Desjardins « voit clairement, écrit son biographe, le mouvement irréversible de la concentration du pouvoir économique qui accompagne le développement du capitalisme<sup>2</sup>. » Le milieu catholique dans lequel il évolue l'oblige à beaucoup de réserve dans sa dénonciation du système. Mais il lui arrive d'exprimer clairement ce qu'il en pense :

Conçu d'abord pour les grandes entreprises exigeant la mobilisation d'immenses capitaux, il [le capitalisme] offre des avantages spéciaux à ceux qui les possèdent ; il tend à favoriser la centralisation des forces de ces mêmes capitaux entre les mains de quelques audacieux accapareurs qui, sur le champ de bataille des intérêts économiques, rêvent d'exploits, conquêtes, écrasement de leurs concurrents [...]. De là ces gigantesques compagnies, véritables pieuvres qui pressurent le consommateur, exterminent leurs rivaux, rendent dérisoire la concurrence que la vieille école des économistes nous présente comme un remède infaillible aux maux du monopole, puisque l'un des buts de ces formidables machines de guerre économique est de détruire, sans égard pour les faibles, cette même concurrence sur le marché national avec espoir peut-être d'en faire autant sur le marché mondial<sup>3</sup>.

En réfléchissant sur la nature du système en place, Desjardins acquiert la conviction que l'émancipation économique des classes populaires commence par la maîtrise du capital, la-

---

2. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, t. I, Montréal, Québec/Amérique, 1990, p. 101.

3. Cité par Pierre Poulin, *op. cit.*, p. 82.

quelle commence par le contrôle de l'épargne. Il reconnaît le bien-fondé de l'action syndicale, mais perçoit qu'il ne suffit pas de réclamer une plus grande part des profits accaparés par les patrons. Il faut prendre le mal à la racine. Le mal, c'est la domination du capital. Il faut que les masses, unissant leurs forces et rompant avec une mentalité d'impuissance et de résignation, acquièrent la maîtrise démocratique du capital.

L'idée de Desjardins est de mettre sur pied une organisation économique qui donne du pouvoir au peuple et l'éduque à l'importance de la chose économique. Il considère « la coopération comme un instrument de démocratisation de la vie économique<sup>4</sup> ». C'est un démocrate. Il fait confiance aux gens : « Il faut que le nouveau régime plonge ses racines dans les énergies créatrices et organisatrices du peuple lui-même<sup>5</sup>. » En créant les caisses populaires, en 1900, Desjardins a effectivement donné au peuple un outil pour se réapproprier l'économie. Mais il voit plus grand. Il souhaite que la coopération, après avoir maîtrisé la finance, s'étende à tous les secteurs : production, distribution, consommation, assurance, agriculture, logement, etc.<sup>6</sup>

### **Valeurs et principes de base du coopérativisme**

Selon l'ACI, « une coopérative est une association autonome de personnes réunies volontairement pour satisfaire leurs aspirations et besoins communs dans les domaines économique, social et culturel, par la constitution d'une entreprise qui leur appartient conjointement et qu'ils contrôlent démocratiquement ».

---

4. *Id.*, p. 85.

5. *Id.*, p. 83.

6. *Id.*, p. 85.

Partant des principes de Rochdale et des multiples expériences réalisées par la suite partout dans le monde, l'ACI a résumé en sept points les valeurs et règles qui balisent le développement du mouvement coopératif : 1) libre initiative collective et libre adhésion personnelle ; 2) contrôle démocratique des membres sur les processus décisionnels, selon le principe un membre, un vote ; 3) participation des membres à la constitution du capital, dont au moins une partie demeure de propriété commune, impartageable ; 4) autonomie garantie par le *self-help* – « faisons-le nous-mêmes » – qui confère à la coopérative son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics ; 5) éducation et formation permanentes des membres, des gestionnaires et des employés ; 6) coopération entre les coopératives et renforcement du mouvement coopératif ; 7) engagement dans le développement des collectivités locales et régionales.

### Le vertige du gigantisme

Aujourd'hui, qu'en est-il au Québec du mouvement coopératif voulu par Alphonse Desjardins ? Force est de constater, hélas, que le gigantisme, surtout dans les secteurs agricole et financier, a fini par marginaliser les valeurs coopératives<sup>7</sup>.

Le cas le plus flagrant est précisément celui du Mouvement Desjardins où les chiffres mirobolants – 152 milliards d'actifs – ont grisé des dirigeants. Au lieu d'approfondir les valeurs propres du mouvement, ils s'appliquent à rivaliser avec les banques et les héros de la finance : rémunération millionnaire des dirigeants<sup>8</sup>, réingénierie, centralisation aux dépens de l'autonomie et de l'engagement communautaire des instances

---

7. Voir le dossier « Les grands groupes coopératifs dans le monde », dans *Économie et solidarité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, vol. 34, n° 2, 2003.

8. La rémunération du président et chef de la direction du Mouvement s'élevait, en 2007, à 1,6 million de dollars.



locales, éducation et formation quasi nulles, la croissance pour la croissance érigée en finalité. Le 18 août dernier, la Direction émet un communiqué éblouissant : « Desjardins parmi les plus importantes institutions financières au monde ». De quoi s'enorgueillir! Le *Financial Times Business* de Londres, dans sa revue *The Banker*, vient de classer le Mouvement Desjardins au 96<sup>e</sup> rang des 100 plus grosses institutions financières du monde et 18<sup>e</sup> du Top 25 en Amérique du Nord. Le vertige du gigantisme étourdit et brouille la vision. C'est un fait historiquement reconnu que les plus nobles institutions, quand elles grossissent démesurément, tendent à se dénaturer.

Si le Mouvement Desjardins voulait se montrer fidèle aux cinquième, sixième et septième principes de l'ACI, il lancerait, avec les énormes moyens dont il dispose, un grand projet d'éducation et de promotion des valeurs coopératives dans tous les domaines et surtout en région. On pourrait croire que c'est précisément ce que fait « Desjardins Capital régional et coopératif ». Le nom de cette filiale, créée en 2001, est trompeur. Avec un actif de 733 millions de dollars, elle compte, en 2007, 195 entreprises qu'elle a aidées à démarrer ou à consolider. De ce nombre, 19 seulement sont des coopératives. Pis encore : des 35 millions de dollars investis dans cette poignée de coopératives, 25 millions sont allés à la milliardaire et très contestée Coop Fédérée (chiffre d'affaires : 4,6 milliards de dollars) <sup>9</sup>.

Heureusement, au sein même du Mouvement, des dirigeants locaux ont pris le contre-pied de la haute direction en privilégiant une orientation sociale et solidaire, dans le respect des principes coopératifs. C'est le cas notamment des quatre Caisses d'économie solidaire Desjardins qui ont inscrit dans

---

9. Cf. le Rapport annuel 2007, *Investir le Québec*, de Desjardins Capital régional et coopératif.

leur nom la raison même de leur existence : la solidarité. En juin 2008, s'est tenu à Québec un Sommet mondial de la finance sociale et solidaire qui a créé le premier Réseau international de la finance sociale et solidaire. Ce jeune organisme comprend déjà 164 institutions financières à vocation sociale de 42 pays. Une pièce de l'alternative vient de naître.

### **Une alternative qui prend racine...**

Une des forces du capitalisme est d'avoir réussi à faire croire en son caractère irréversible et indépassable. Au point que certains idéologues sont allés jusqu'à proclamer « la fin de l'histoire », c'est-à-dire le *statu quo* économique à perpétuité. C'est l'immobilisme absolu, défendu au Québec par un groupe de soi-disant lucides, pas assez perspicaces cependant pour percevoir que l'accaparement illimité et la croissance à l'infini sur une planète aux ressources limitées sont des chimères. La vérité, c'est que dans un monde en devenir aucun système économique n'est éternel.

Bâtir une alternative, cela signifie changer non seulement le mode de consommation, mais le mode de production, c'est-à-dire la façon dont sont contrôlés les outils de production et répartie la plus-value. C'est ce que réalise le système coopératif dont les valeurs et les règles prennent l'exact contre-pied du paradigme capitaliste.

Le défi à relever n'est donc pas tant d'imaginer une alternative que de reconnaître à sa juste valeur et promouvoir un système qui a fait ses preuves, mais qui n'a pas encore donné sa pleine mesure. Bien qu'il existe des expériences locales très riches, comme par exemple au Pays basque espagnol où toute une région vit sous un régime coopératif qui a su maintenir les valeurs originelles de solidarité et de démocratie. (Voir l'encadré Le

Complexe coopératif Mondragon ci-après.) Comme monsieur Jourdain, le bourgeois gentilhomme de Molière, qui s'étonnait de faire de la prose sans le savoir, les coopérateurs d'aujourd'hui devraient aussi s'émerveiller du fait qu'ils pratiquent une forme d'économie qui, petit à petit et prosaïquement, pose les fondements d'une économie alternative. La coopération pourrait constituer le noyau central d'une nouvelle économie. Un noyau intégrateur plutôt qu'exclusif, vaisseau amiral des autres formes d'économie solidaire et sorte de référence éthico-sociale pour les entreprises privées, publiques et parapubliques.

Combien de temps faudra-t-il pour que l'économie bascule vers une prépondérance de la coopération ? Qui sait ? Les crises profondes que nous traversons présentement – écologique, alimentaire, énergétique et financière – pourraient ouvrir des « fenêtres d'opportunité » et en accélérer l'avènement. L'erreur serait cependant de viser le court terme. Un nouveau paradigme sociétal ne peut s'implanter à courte échéance. Il a besoin, pour être accepté comme réaliste et réalisable, d'une longue maturation faite de tâtonnements et d'adaptation aux diverses conjonctures. Le capitalisme a longtemps cheminé dans les entrailles du féodalisme avant de s'imposer dans le monde. L'important dans cette transition est de choisir ses valeurs et de ne pas perdre de vue l'objectif : reconstruire un système socio-économique viable pour la planète et équitable pour tous.

## LE COMPLEXE COOPÉRATIF MONDRAGON

### Un îlot coopératif au milieu d'un océan capitaliste

Mondragon, c'est le nom d'une petite ville située au cœur de la région Alto Deba du Pays basque espagnol. C'est là qu'ont pris racine, au milieu des années 1950, de petites coopératives de production indépendantes, qui peu à peu se sont donné des institutions communes. Pour financer le développement coopératif dans toute la région, les premiers coopérateurs eurent l'idée de capter l'épargne locale : ainsi est née la Caisse populaire ouvrière, en 1959.

Aujourd'hui, le Complexe coopératif Mondragon est le premier employeur de la région. Il compte près de 300 coopératives qui couvrent les trois secteurs névralgiques de l'économie : la production industrielle et agricole ; l'épargne, le crédit et l'assurance ; la consommation et la distribution. Pour éviter le gigantisme, chaque coopérative conserve un maximum d'autonomie, tout en obéissant aux principes de base établis par l'instance suprême de coordination : le Congrès coopératif. Ces principes, au nombre de dix, coïncident avec les valeurs et règles énoncées par l'Alliance coopérative internationale : libre adhésion ; organisation démocratique ; primauté du travail ; caractère instrumental du capital ; participation des membres à la gestion ; solidarité distributive ; intercoopération ; engagement social ; ouverture sur le monde ; éducation.

Dès les débuts, les fondateurs ont accordé une importance primordiale à l'éducation, à la formation et à la recherche. Peu à peu, ils ont su mettre sur pied des institutions communes pour remplir cette mission. Aujourd'hui, l'ensemble comprend une école de formation des cadres, deux écoles polytechniques, une université – Mondragon Unibertsitatea Cooperativa – et de nombreux centres d'éducation populaire à la culture coopérative. Tous ces établissements rejoignent 7 500 étudiants. Chaque coopérative verse 10 % de ses excédents à l'éducation et 20 % à un fonds de réserve pour promouvoir la coopération et aider les coopératives en démarrage ou en difficulté. Le principal animateur et inspirateur du mouvement à ses débuts, le « curé rouge » José María Arizmendiarieta, avait l'habitude de dire que « pour démocratiser le pouvoir, il faut socialiser le savoir ».